

COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

F. 050

MERCREDI 20 OCTOBRE 1976

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE - PARAIT MERCREDI ET SAMEDI - PRIX: 0

EDITORIAL LA PRÉFECTURE A SEMÉ LA PAGAILLE ELLE RÉCOLTERA LA COLÈRE

L'imprévoyance continue à faire ses effets. Des réfugiés de plus en plus nombreux rentrent dans la zone menacée. Par contre, ceux qui restent dans les centres d'accueil sont de plus en plus en proie aux difficultés. C'est ainsi qu'on en est dans certains centres à refuser toute possibilité pour ceux qui y vivent de se nourrir le dimanche. Les autres jours une nourriture infecte y est distribuée.

Qu'on ne vienne pas encore faire porter la responsabilité de cette situation sur ceux-là mêmes qui en souffrent. Car cette situation c'est le gouvernement qui l'a créée par une décision unilatérale et Inconsidérée.

C'est la préfecture qui a rassemblé des milliers de gens dans les écoles, sans prévoir pour eux un moyen de gagner leur vie. C'est elle qui a pris au piège de l'assistance des milliers de travailleurs et de gens pauvres qui sont maintenant les mains liées. C'est elle qui a causé la ruine quasi-inévitable pour des centaines de petits commerçants, artisans et paysans.

Alors oui, aujourd'hui beaucoup de réfugiés ou ex-réfugiés sont désespérés et ne savent pas trop par quel bout prendre les événements pour redresser la situation.

Aujourd'hui, après deux mois de "volcano-politique", la préfecture essaie toutes les jongleries possibles pour échapper à la responsabilité de cette opération aventuriste mal calculée et mal organisée. La peur de voir la population prendre en main sa propre sécurité a été plus forte qu'une élémentaire prudence dans les décisions de cet ordre. Il fallait prendre une décision juste. Ce n'était possible qu'en faisant appel à la collaboration de tous ceux qui étaient en premier lieu concernés. Mais le préfet en bon représentant du pouvoir colonial ne pouvait imaginer autre décision que celle qui consiste à tenir la population en lisière de ses propres problèmes. Le résultat fut cette monstrueuse pagaille. Ce fut cette opération-bluff où le pouvoir a cru faire une bonne opération politique. Le représentant de l'UDR (France) de passage ici ne déclarait-il pas avec empressement que la seule victime du

suite page 2

TOUTS EN GREVE le 21 octobre

Les Syndicats de GUADELOUPE et MARTINIQUE appellent à une journée de grève générale le 21 OCTOBRE 1976

Nous devons y participer massivement. Car nous avons de nombreuses raisons d'être mécontents.

Nous en avons ASSEZ :

- de la situation catastrophique dans laquelle nous a plongé le gouvernement, à partir des événements de la Soufrière.
- de la situation scandaleuse des "réfugiés",
- de la rentrée scolaire désastreuse,
- de la hausse des prix,
- d'un chômage qui grandit encore.

TOUTS EN GREVE LE 21 OCTOBRE !!

Participons massivement aux manifestations :

- contre l'incurie gouvernementale dans l'affaire de la Soufrière.
- contre le plan BARRE anti-ouvrier.

MARTINIQUE des impôts écrasants pour les petits commerçants.

Non seulement l'état capitaliste opprime la classe ouvrière mais il presse aussi tous les petits commerçants en les écrasant d'impôts.

Ainsi voilà ce que doit payer pour une année la propriétaire d'un modeste bar dans la commune du Gros-Morne, 1700F de patente, 1720 de taxes diverses plus 66 f de licence.

C'est donc au total près de 7500F qui rentrent directement dans les caisses de l'état. Lorsqu'on aura ajouté à cette somme 865F d'impôts locaux, on comprendra les difficultés de cette tenancière pour arriver à joindre les deux bouts, d'autant que les affaires ne marchent pas fort non plus.

Il est à craindre de plus que le nouveau plan d'austérité de Giscard et Barre n'aggrave encore la situation. Ce plan prévoit en effet d'augmenter les impôts de toutes les catégories laborieuses, afin de subventionner encore plus les gros capitalistes.

On le voit, face à la politique du gouvernement, l'intérêt des petits commerçants est bien de se joindre à la lutte que mène la classe ouvrière contre les capitalistes et leur état.

LIBAN nième accord de cessez le feu

Pour la nième fois depuis le déclenchement de la guerre civile libanaise, un nouvel accord de cessez-le-feu est intervenu entre les antagonistes. Cette fois sous les auspices du roi Kaled d'Arabie Saoudite, l'un des dirigeants les plus réactionnaires du monde arabe, et aussi le plus inféodé à l'impérialisme américain.

suite page 2

Directeur de publication : M.E.ZOZOR
Commission Paritaire : N° 51728
Correspondant du Journal : G. BEAUJOUR
B. P. 214 P.A.P.
B. P. 386 F.D.F.
Ronéo du Journal : Pointe-à-Pitre

1er supplément au mensuel

N°67

EDITORIAL

(suite)

LA PRÉFECTURE...

volcan était l'autonomisme. Voulant signifier par là que les affaires du colonialisme allaient bien mieux que jamais au sortir de cette crise.

Il y a de fortes chances pour que ce politicien se soit frotté trop tôt les mains. De même que l'assurance papalarde d'Aurousseau risque bien dans les mois qui viennent de se transformer en inquiétude. Car contrairement à ce que pensent ces gens-là, les travailleurs ne sont pas du tout dupes des déclarations préfectorales. Le gouvernement a fait un faux pas, il a commis un impair. Impair qui a coûté cher à ceux qui en ont subi les conséquences : les réfugiés, mais que les gouvernants vont payer eux aussi d'une manière ou d'une autre.

Ni les travailleurs, ni les couches petites-bourgeoises dont les difficultés ont augmenté, n'accepteront de passer simplement l'éponge sur les fautes d'une administration irresponsable.

LIBAN : nième accord de cessez-le-feu (suite)

Cet accord, si l'on en croit les commentateurs de la presse et de la radio, aurait plus de chances que les précédents d'être appliqué. Est-ce peut-être parce qu'à l'occasion de sa signature les frères ennemis, les présidents Sadate et Assad, se sont réconciliés ? Ou encore à cause de la bonne entente qui existe entre Elias Sarkis et Arafat ?

En fait, rien n'indique que cet accord ait plus de chances que les précédents d'être appliqué. Car sur le terrain, les forces en présence conservent leurs armes. De plus, ce qui gêne la droite libanaise et les dirigeants de la Syrie, c'est la présence même d'une gauche libanaise armée sur le territoire libanais ainsi que celle des forces palestiniennes. Et il n'est pas dit que les combattants libanais accepteront de rendre leurs armes. Car ils savent, l'exemple du camp de Tell-El-Zaatar n'est pas loin, que c'est le massacre qui les attend.

Amoins que les dirigeants palestiniens soient prêts à abandonner leurs alliés, c'est-à-dire la gauche libanaise, dans cette guerre. Dans ce cas, ils ne feront que libérer un peu plus des forces qui ont comme but ultime, la mise au pas de la Résistance Palestinienne.

Au Palais des Congrès à Paris UNE EXPOSITION COLONIALISTE

Du 24 septembre au 10 octobre s'est tenu à Paris une exposition dont le thème était : "La France aux Quatre coins du monde".

Le but essentiel de cette exposition était d'inviter les capitalistes à investir aux Antilles. Les exposants, des banques, des sociétés de construction, des compagnies de tourisme et de transport présentaient les Antilles, au travers de montages audio-visuels, comme un paradis pour de futurs investisseurs. Comme une région où il y a des places à prendre et surtout une région qui est un véritable réservoir de main d'oeuvre. En clair c'est l'affirmation qu'aux Antilles il est possible pour un patron de s'enrichir le plus vite possible en payant des salaires les plus bas possibles.

En ce qui concerne les Antillais eux-mêmes, il n'est nullement question de la situation dramatique qui est la leur. Il est seulement question de "la poussée démographique exagérée", cet "argument" que l'on aurait pu croire éculé. Et bien entendu, fort heureusement aux dires des organisateurs, l'émigration vers la France vient compenser l'excédent des naissances.

L'exposition faisait miroiter aux yeux d'éventuels investisseurs d'autres grandes facilités. On leur assure qu'ils pourront obtenir très rapidement l'installation de l'eau, de l'électricité, de rou-

tes d'accès, et de nombreux avantages fiscaux.

Il est aussi précisé aux capitalistes qu'ils bénéficieront d'institutions stables : une photo d'un bâtiment administratif accompagne cette affirmation. En clair, pas de risques de troubles sociaux graves, manifestations de rues, et nulle crainte pour ces nouveaux colons de l'ère impérialiste, de voir les Antilles arracher leur indépendance.

Pour le travailleur français qui souhaiterait sincèrement être informé de la vie réelle des dernières colonies françaises, très peu ou pas du tout de documents sur la vie des opprimés de nos pays. Par contre de nombreux posters de Tahitiennes aux seins nus, de telles fleurs, de beaux coquillages que l'on trouve dans les îles.

Même l'armée, cet instrument de la répression coloniale, montre dans son stand des soldats construisant des routes, des ponts, une véritable bénédiction!... ou plutôt une escroquerie.

Et c'est en réalité toute l'exposition qui est une farce et une insulte aux souffrances des travailleurs antillais. Une vraie exposition colonialiste dont le seul objet est de réaffirmer qu'on peut vivre bien, très bien aux Antilles, lorsqu'on est riche, patron et capitaliste.

PARIS

LE 10 OCTOBRE : COMBAT OUVRIER, G.R.S., UGTRF MANIFESTAIENT CONTRE LE COLONIALISME

Le dimanche 10 octobre, Combat Ouvrier a participé avec le G.R.S. à une manifestation organisée à Paris par l'U.G.T.R.F. (Union générale des travailleurs réunionnais en France). Il s'agissait pour nos camarades de l'émigration de protester contre l'exposition coloniale "La France aux quatre coins du monde", et ceci sur les lieux mêmes de cette exposition.

Pendant plus d'une heure, les manifestants ont pu discuter, autour d'une bande-roule qui dénonçait le colonialisme, avec les visiteurs de l'exposition. Parmi ces visiteurs, nombreux étaient ceux qui avaient vu la supercherie et qui ont exprimé leur sympathie aux manifestants.

Au cours de ces discussions, il nous a

été possible d'apporter une contre-information sur l'ampleur du chômage et la misère qui l'accompagne, sur l'émigration forcée, les abus des patrons et des colonialistes.

Ce fut ainsi, pour les Antillais et les Réunionnais mécontents parce que floués et méprisés par cette exposition, l'occasion de relever la tête et de dire leur colère.

Beaucoup de visiteurs achetèrent la presse révolutionnaire et c'est finalement cet accueil sympathique de la part de nombreuses personnes qui fit que les organisateurs de l'exposition qui ne cachaient pas leur hostilité aux "communistes", n'osèrent pas appeler la police.

LA REUNION : Giscard en visite

Les 20 et 21 octobre, Giscard d'Estaing sera à la Réunion. Comme la Guadeloupe, comme la Martinique, la Réunion est une vieille colonie. Elle a certes été rebaptisée "département d'outre-mer", mais là non plus une simple appellation n'a pas suffi à changer la réalité. Et c'est donc dans un pays

malade du sous-développement, du chômage, malade en un mot du capitalisme et de son système, que Giscard vient en visite.

Mais qu'est-ce qu'une visite d'un représentant du capitalisme peut changer à la situation de la Réunion ?

Alors comme ce fut le cas en Marti-

nique et en Guadeloupe la population réunionnaise aurait droit à un certain nombre de discours et de promesses fallacieuses du représentant de la bourgeoisie française. A moins que les travailleurs réunionnais et leurs organisations n'envoient Giscard tenir ailleurs ses discours inopérants.